

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 171 – VENDREDI 22 FEVRIER 2013

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Alors, le chevalier de Baisselagarde, vêtu de sa marinière magique, sortit son écritoire et nous vengea d'un trait de plume : il décréta la nationalisation de...

AGENDA MILITANT

→ 26 février

Blanc Mesnil [Réunion publique](#)
[Front de gauche Budget](#)

Pantin [Géopolitique des ressources et conflits au Sahel](#)

→ 28 février

Rennes [Accord sur la "sécurisation de l'emploi", enjeux politiques](#)

→ 4 février - 30 mars

Annecy-le-vieux [Égalité hommes-femmes, exposition de MH. Le Ny](#)

→ 5 mars

France [Le Medef ne fera pas la loi !](#)
Aubagne [Communisme et libertés](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Territoires

[Pour une conception moderne de l'unité nationale.](#) Roger Martelli

→ Séminaire **Communisme**

[Agir en politique.](#) Claire Kirkyacharian
[Reconstruire le communisme au 21e siècle.](#) Robert Cerf
[D'un accouchement à l'autre ?.](#) Caroline Labourdette

Austérité ou guerre de classe ?

La semaine est un concentré de capitalisme. Un chômeur "en fin de droits" s'immole par le feu. Un «repreneur» américain tente de discréditer les salariés de Goodyear qui ne veulent pas courber l'échine. La financiarisation des circuits fait passer l'approvisionnement en viande d'un pays d'élevage comme la France par la Roumanie et par Chypre. La "croissance" n'étant pas au rendez-vous (on se demande pourquoi), le gouvernement veut réduire "ses" dépenses - lisez : les nôtres -. Cela s'appelle l'austérité. Bel euphémisme pour annoncer un pillage violent des moyens de vivre du peuple ! Les menaces qui pèsent sur les allocations familiales se substituent aux 75 % d'impositions annoncés pour les revenus au-dessus du million d'euros - intention pourtant déjà bien timide - et à toute refonte de la fiscalité. Pourtant on répète çà et là que "trop" d'austérité ruinerait l'emploi. Un peu "seulement", ça irait ? Il ne s'agit pas d'injustices mais d'une agression systématique où tous les coups sont permis. Qui dit que la lutte des classes n'existe pas ?

La politique en cours est-elle simplement mauvaise, de l'ordre de mauvais choix ? Ou ne résulte-t-elle pas d'actes délibérés mettant toute la vie de la société sous la coupe des exploités ? Dans le premier cas, il faut discuter et raisonner François Hollande, mais dans la seconde hypothèse, cela nous pousse à des réactions plus vigoureuses à l'encontre du système.

Dire Non ne suffit pas. Aucun des promoteurs de ce pillage ne doute de la colère ou de l'amertume des gens. Comment les empêcher de passer outre ? On parle souvent de Résistance. On ne résiste qu'en supprimant la cause des agressions. C'est la leçon de ceux qui nous ont laissé le nom de Résistance. Ni les Fralib, ni les Petroplus, les Arcelor Mittal, les Goodyear n'ont besoin de repreneurs. Il faudra bien un jour oser voler de nos propres ailes. Quant au "déficit" de l'État - lisez : des contribuables -, il n'est pas à rembourser : l'économie est un bien commun par excellence ; toute société doit répondre aux besoins de ses membres.

Il n'y aura de progrès que lorsque luttes, débats et mouvements mettront à l'ordre du jour la nécessité de briser ce système prédateur. Il est temps de faire d'un tel objectif un sujet d'actualité.

● Pierre Zarka



Amériques latines

Utopies concrètes et émancipations



Les expériences de “pouvoirs populaires” locaux, les basculements de gouvernements à “gauche” ébranlent le continent latino-américain. Loin de toute “mythification”, 11 auteurs esquissent un panorama critique et pointent les questions posées par ces mouvements. Entretien avec Frank Gaudichaud, coordonnateur et co-auteur de l’ouvrage.

Franck Gaudichaud, maître de conférences en civilisation latino-américaine à l’université Grenoble 3, docteur en science politique, coprésident de l’association altermondialiste France-Amérique latine (www.franceameriquelatine.org).

L’Amérique latine est qualifiée de « zone de tempête », avec une « dynamique protestataire » et des « oppositions désordonnées ». Pourquoi ?

Dans la dernière décennie latino-américaine, on assiste à une multiplication de révoltes sociales, de mobilisations collectives, à l’irruption de ceux “d’en bas” sur la scène politique et à un renouveau relatif des mouvements sociaux dans plusieurs pays de la région. D’une certaine manière, on pourrait dire qu’à l’échelle mondiale, l’Amérique latine a été la “zone de tempête” du néo-libéralisme, du système néolibéral, car, dans plusieurs pays, le modèle hégémonique a été remis en cause par d’importantes mobilisations sociales et, dans un second temps, par des gouvernements qui ont cherché à réaffirmer le rôle d’un État régulateur et commencé à trouver les chemins

d’un modèle post-néolibéral, donc en rupture avec les années de la « lon-

D’une certaine manière (...) à l’échelle mondiale, l’Amérique latine a été la “zone de tempête” du néo-libéralisme, du système néolibéral, (...) remis en cause par d’importantes mobilisations sociales.

gue nuit néolibérale », comme le dit le président Rafael Correa (1), celles de la décennie 90, qui ont été terribles

pour les peuples de l’Amérique latine en termes de privatisation de l’économie, libéralisations, casse des espaces collectifs et fragmentations sociales.

On a parfois tendance à voir ces dynamiques protestataires, ces espaces des mouvements sociaux comme inscrits dans une certaine continuité ou unité continentale. Il y a là une part de vérité, avec l’existence de certains mouvements transnationaux, mais c’est bien entendu aussi une exagération de langage, vu la diversité des contextes concernés pour les 33 pays de l’Amérique latine et de la Caraïbe. On a également beaucoup parlé du “tournant à gauche latino-américain”, au niveau gouvernemental. En fait, nous constatons plutôt l’existence d’une grande multiplicité d’acteurs en lutte et de gouvernements ●●●

(1) Économiste, vient d’être élu pour la seconde fois - dès le premier tour des élections - président de l’Équateur comme candidat du mouvement « Alliance pays ». Voir aussi l’entretien de Franck Gaudichaud avec Alberto Acosta, candidat d’opposition de l’Unité plurinationale des gauches, le 13/2/2013 <http://cadtm.org/Equateur-revolution-citoyenne> (Ndlr).



Éditions Syllepse en partenariat
avec France-Amérique latine, 2013
134 p. – 8 €

●●● “progressistes”, un grand pluralisme et de profondes différences nationales. Par exemple, la situation mexicaine avec sa criminalisation des luttes, son gouvernement à droite toute est bien différent du contexte vénézuélien où l'on a un gouvernement national-populaire, post-néolibéral et des classes populaires qui, initialement, étaient peu mobilisées, alors qu'au Mexique on a de grands mouvements sociaux depuis l'expérience zapatiste à partir de 1994 jusqu'à, plus récemment, les luttes très radicales des syndicats de l'électricité.

L'idée était donc de montrer certains points communs, la crise du modèle néolibéral (mais pas sa fin !) dans certains pays, un renouveau des luttes sociales et surtout, l'objet central du livre : des tentatives d'alternatives, d'émancipations locales ou nationales, en construction.

Dès l'introduction, sont soulignées la « temporalité propre » et les « réalités spécifiques » d'une « Amérique indo-afro-latine ». Que recouvrent ces termes ?

Il semblait important de rompre avec une vision eurocentrée sur l'Amérique “latine”, eurocentrique, voire quelques fois proche du néocolonial, présente dans certains écrits de commentateurs pressés, où peuvent se mélanger

condescendance et mépris avec même, au sein de la gauche, une certaine mythification autour de la figure du “bon révolutionnaire” latino-américain voire du “bon indigène” (forcément écologiste) avec, pour peu, des échos qui pourraient faire penser à une redite du “bon sauvage” de Rousseau. Il faut bien sûr rompre avec cela, repartir de la réalité spécifique, concrète et retrouver aussi les racines historiques, l'*historicité* de l'Amérique latine. Et là, je fais référence, par exemple, aux écrits classiques du marxiste péruvien José Carlos Mariátegui qui disait plus ou moins : « *ni calque, ni copie, mais création héroïque* », c'est-à-dire donner vie avec un langage propre « *au socialisme indo-américain* ».

De manière brutale, on pourrait dire que l'Amérique “latine” finalement n'existe pas ! C'est une invention, un concept né au XIX^e siècle, qui vient d'ailleurs en partie de l'Europe (et de prétentions coloniales françaises notamment). Les racines latino-américaines sont très méritées, il faut aussi y réintroduire l'héritage afro-américain (issu du commerce triangulaire) et surtout l'héritage indigène - les mouvements indigènes ont été au centre du renouveau de l'action collective et des transformations démocratiques dans plusieurs pays -. On est donc plutôt face à une Amérique *indo-afro-latine*,

dans toute sa diversité historique ; il faut remettre au centre du débat des discussions sur la “colonialité” du pouvoir et des savoirs, sur le post-colonialisme, sans essentialiser pour autant les identités, forcément mouvantes.

Les expériences abordées dans le livre frappent par leur grande diversité – formes de propriétés, d'organisations collectives, d'activités productives. Mais elles ont en commun, semble-t-il, une démarche globalisante, visant à associer au champ économique éducation, formation, solidarité, lien social, etc. ?

L'objectif de ce travail collectif est de montrer plusieurs expériences pratiques, plusieurs “grammaires de l'émancipation”, qu'on pourrait appeler “utopies concrètes”, qui cherchent justement à rompre avec des formes diverses de domination, d'exploitation, d'aliénation : comment des habitants, des pêcheurs, des paysans, des travailleurs essaient de retrouver des « *liens qui libèrent* », de nouvelles modalités de faire société et surtout au travers de l'autonomie, du contrôle ouvrier ou de l'autogestion, la possibilité de produire pour soi et par soi. La dizaine d'articles du livre va de la Commune de Oaxaca au Mexique, en passant par l'indianisme en Bolivie ; des expériences de démocratie participative au Venezuela ; ●●●

●●● la formidable dynamique du Mouvement des travailleurs sans terre (MST) au Brésil et la forme communautaire d'organisation ; la revendication éco-socialiste en Équateur et notamment le projet Yasuni de laisser le pétrole sous la terre ; des modes de vie basés sur l'agro-écologie en Colombie, dans un pays pourtant en guerre ! ; tentative de contrôle ouvrier au Venezuela, avec ses nombreuses tensions ; la dynamique d'entreprises récupérées en Argentine et comment les travailleurs (aujourd'hui environ 10 000 salariées) ont récupéré - souvent d'ailleurs par nécessité - leur outil de production, avec évidemment plein de problèmes, mais quand même une dynamique intéressante ; et aussi, mouvement des Sans toits urbains en Uruguay avec un mouvement coopérativiste créatif, et, enfin, le mouvement féministe contre la violence machiste, patriarcale et guerrière au Mexique. On ne cherche à aucun moment à dresser un tableau paradisiaque ou parfait, juste rendre compte d'avancées démocratiques riches et innovantes.

Au-delà de la diversité, c'est ce qui nous a intéressés, c'est que justement nous ne sommes pas là dans le cadre de ce que le sociologue bourdieusien Franck Poupeau a pu désigner comme des espaces sociaux alternatifs refermés sur eux-mêmes, de « *petits univers* », « *une micro-société* » peut-être « *formidable* » mais coupée des flux commerciaux, de la contradiction capital-travail, donc dans un entre-soi qui pose problème. Au contraire, ces processus d'auto-organisation communautaire, de contrôle populaire, d'autogestion partielle, sont en lien avec le reste de la société, avec le mouvement social et, surtout, cherchent à avoir ou récupérer

une activité productive - c'est très important -, à faire un travail d'éducation populaire, à créer des articulations avec d'autres secteurs sociaux en lutte.

Quels rapports ces tentatives de « pouvoir populaire » entretiennent-ils avec les pouvoirs institués, l'État, les organisations traditionnelles - syndicats, partis - ?

C'est justement tout l'intérêt de ce travail collectif. J'ai essayé de travailler ces questions dans une longue introduction sur "Pouvoirs populaires latino-américains : pistes et stratégies" car nous pensons que ces quelques expériences latino-américaines - parmi de nombreuses autres - posent la question du renouveau de la pensée stratégique, notamment la question du "haut" et du

"bas" de l'émancipation : est-ce que c'est seulement par l'organisation sociale, "l'autonomisme" qu'on trouvera les chemins du post-capitalisme ? Ne faut-il pas au contraire repenser la problématique des institutions, des partis et de l'État ? Et alors quelle relation entre les pouvoirs institués et les formes de pouvoirs populaires, c'est-à-dire de pouvoirs constituants, qui surgissent par en bas et cherchent précisément à rompre ou se défendre face à la coercition étatique

ou paramilitaire, le pouvoir économique des transnationales, les oligarchies ou les grands groupes capitalistes médiatiques ?

Il s'agit en même temps de remettre sur le devant de la scène une vision dialectique, contradictoire, qui peut se mettre en place entre des formes d'autogestion, d'autonomie sociale, de pouvoir populaire, de contrôle ouvrier et le champ politique institutionnel et partisan. C'est là une tension qui est bien entendu permanente et au cœur de la dynamique en Amérique latine. Je reviens notamment sur tout le débat qu'il y a eu, suite au mouvement zapatiste, entre d'un côté « *changer le monde sans prendre le pouvoir* », - ce qui a ensuite été théorisé par John Holloway, qui dénonce l'illusion étatiste de la gauche traditionnelle, illusion selon laquelle il faut occuper la machinerie de l'État pour transformer la société -, et de l'autre les réponses de marxistes comme Atilio Boron, Daniel Bensaid et

L'objectif de ce travail collectif est de montrer plusieurs expériences pratiques, plusieurs "grammaires de l'émancipation", qu'on pourrait appeler "utopies concrètes", qui cherchent justement à rompre avec des formes diverses de domination, d'exploitation, d'aliénation.

beaucoup d'autres tel Michael Löwy, qui tout en reconnaissant le danger de l'institutionnalisation des révoltes ou leur cooptation (comme au Brésil ou en Argentine aujourd'hui) réaffirment l'impérieuse nécessité de penser *politiquement* la transformation du monde. Et, ainsi, dans des registres différents, ces derniers soulignent qu'il faut aussi se méfier d'une certaine "illusion" ou mystification du social et des mouvements (Bensaid parlait de « *zapatisme imaginaire* ») qui incarnerait à eux seuls ●●●

Il faut repartir de la réalité spécifique, concrète et retrouver aussi les racines historiques, l'historicité de l'Amérique latine.



Manifestation à Oaxaca le 7 novembre 2006 par l'APPO (Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca) sur la route de Oaxaca à Tehuantepec : « Nous sommes plus, nous voulons la paix. »

●●● un « *pouvoir-faire* », comme le dit Holloway, ou une « *dispersion du pouvoir* », comme l'affirme Zibechi. La dernière décennie latino-américaine pose clairement aussi pourtant la question du politique à l'échelle de l'État-nation, de la souveraineté nationale, du champ électoral ou institutionnel, pour penser un projet alternatif de société (notamment en Bolivie, Équateur ou Venezuela) : un mouvement anti-néolibéral et post-capitaliste doit ainsi penser également le « pouvoir sur » et le rôle des partis et des syndicats, dans les mouvements pour l'émancipation.

Des « mouvements sociaux puissants », avec une « dimension de classe », qui parfois débouchent sur des gouvernements de gauche, avec des « accents anti-impérialistes », mais qui ne constituent donc pas une « expérience révolutionnaire au sens de rupture avec les structures sociales du capitalisme » ?

En fait, le panorama latino-américain montre une réalité complexe. Par exemple, en Bolivie, c'est au moment où les mouvements, notamment paysans-indigènes, ont réussi à forger un parti politique, le Mouvement au socialisme (MAS) dit « *instrument de la souveraineté des peuples* », qu'ils ont pu gagner le gouvernement, en participant aux élections locales puis nationales, c'est ainsi qu'ils ont pu commencer à vraiment changer la réalité sociale par des réformes et

politique publiques importantes, post-néolibérales. Mais, en même temps, ça ne règle pas le problème d'États qui restent souvent dominés par les élites, qui sont facteurs de coercition ou de cooptation, de bureaucratie, avec aussi des gouvernements progressiste,

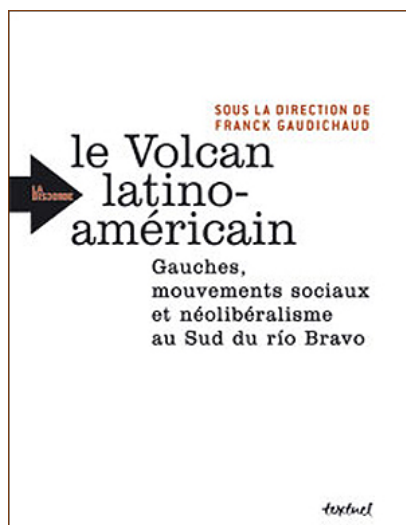
Quelle relation entre les pouvoirs institués et les formes de pouvoirs populaires, (...) de pouvoirs constituants qui surgissent par en bas et cherchent (...) à rompre ou se défendre face à la coercition étatique ou paramilitaire, le pouvoir économique des transnationales, les oligarchies ou les grands groupes capitalistes médiatiques.

plus ou moins radicaux, mais qui, sur le fond, n'ont pas pu ou su rompre avec le capitalisme dépendant. Récemment, dans aucun des pays de l'Amérique la-

tine, il n'y a eu de mouvement révolutionnaire qui aille assez loin pour permettre un début de rupture réelle avec le modèle d'accumulation hégémonique, et notamment avec le modèle dit « extractiviste », d'extraction des ressources au travers de mega-projets contrôlés par de grandes compagnies. Il y a là une grande pression sur les gouvernements et peuples du continent. Certains auteurs critiques parlent d'une nouvelle phase d'accumulation, cette fois portée par un 'mixte' entre secteur privé et capitalisme d'État.

En matière d'environnement, de cause écologique, la réalité de ces expériences comme les politiques nationales des États concernés sont donc complexes ?

Il y a une claire « reprimarisation » de l'économie latino-américaine, c'est-à-dire un retour à la mono-exportation de ressources naturelles à grande échelle, facilité par le prix des ressources naturelles sur le marché mondial, et donc une tentation, pour les gouvernements progressistes y compris, d'aller chercher ces devises pour répondre à l'urgence sociale, mais en même temps avec un prix écologique et social très important. On voit de nombreuses communautés qui sont en lutte contre ces mega-projets, dans plusieurs pays, dernièrement dans le Pérou avec le projet minier Conga, mais aussi dans le Brésil de Dilma Rousseff et du Parti des travailleurs, etc. D'où la montée en force des conflits ●●●



Ouvrage collectif, coordonné par Franck Gaudichaud
Éditions Textuel, 2008
449 p – 25 €

●●● “sociaux-environnementaux” et l'intérêt de certaines expériences que l'on décrit dans le livre : projet Yasuni en Équateur ou agro-écologie en Colombie.

Ces expériences sont des « éclairs autogestionnaires », « un terrain d'essai pour la construction d'alternatives ». Loin de tout mythification qui, en Europe, peut encore faire illusion, que peut-on donc, en conclusion, tirer de ces Amériques latines en lutte ?

L'objectif de ce petit livre collectif est précisément de remettre sur la table des débats stratégiques et aussi de souligner certaines aspects saillants qui peuvent nous faire réfléchir ici en Europe, alors que nous vivons directement la crise du capitalisme (à commencer par les peuples du sud de l'UE). Par exemple, les expériences latino-américaines que nous présentons ont très souvent un rapport au territoire (le lieu de travail, le quartier, la communauté agraire) très fort : la territorialité des luttes est quelque chose d'important et qui donne de la solidité, de l'emprise sur le réel à ces mouvements. Deuxième aspect intéressant selon moi, c'est l'horizontalité, la réflexion sur les formes de domination dans les formes d'organisation collective : revenir à l'assemblée, réfléchir sur les formes d'autogestion, de rotation des mandats, et là les Zapatistes mexicains ont encore beaucoup à nous apprendre (même si chez eux aussi, il y a de des formes instituées, certains caudillismes, etc., comme le montrent plusieurs recherches). Donc, là encore, sans mythifier l'horizontalité pure et parfaite. Il y a toujours des formes de délégation, de mandats, de pouvoirs dans un collectif.

Et d'ailleurs, pour pouvoir se défendre face à l'impérialisme, face aux multinationales, face à la répression, il faut aussi penser les échelles des luttes. On sait que l'on ne pourra forger des alternatives de masse en restant au niveau d'une entreprise récupérée ou d'une commune autonome, avec des archipels libérés au milieu d'un

On ne pourra forger des alternatives de masse (...) avec des archipels libérés au milieu d'un océan aliéné. Et pourtant (...) ces expérimentations locales, parfois très circonscrites, fragiles, contradictoires, sont fondamentales, indispensables même (...), pour commencer à entrevoir un autre monde possible.

océan aliéné. Et pourtant, ce qu'on dit avec ce livre, c'est que ces expérimentations locales, parfois très circonscrites, fragiles, contradictoires, sont fondamentales, indispensables même selon moi, pour commencer à entrevoir un autre monde possible. Sans elles, pas de lendemains qui chantent certes, mais même d'aujourd'hui avec quelque espoir d'en sortir.

Des pistes donc, pour nous ici aussi, aujourd'hui : l'Amérique latine a l'offensive néolibérale dans les années 90 et, d'une certaine manière, dans plusieurs pays, ses peuples et certains gouvernements ont commencé à construire une dynamique qui affirme qu'un autre modèle économique et politique est non seulement souhaitable, mais possible. On le voit très bien au Venezuela ou en Bolivie notamment, mais aussi, comme on le montre dans ce livre, dans certaines régions, dans certains territoires, dans certains quartiers avec des formes d'organisation qui posent la question post-capitaliste et post-extractiviste, sans livrer de réponses ou de modèles clefs en main. Donc une réflexion qui ouvre la porte à la discussion sur l'éco-socialisme, en même temps qu'elle récupère les racines indo-afro-latines du continent. De ce point de vue, ces éclairs autogestionnaires sont des éléments, fragiles, qu'il faut défendre, mais bien réels, pour le XXI^e siècle. Et ces utopies concrètes, ces grammaires de l'émancipation, ici et maintenant, nous permettent de tracer quelques pistes de réflexion pour la construction de mouvements sociaux européens qui reposent le défi d'une sortie de cette crise du néolibéralisme, crise de la démocratie, crise de l'écologie, etc., qui nous attaque sur tous les fronts. Et, finalement, comment éviter la barbarie qui monte, pour passer d'une défense désespérée de nos conquêtes sociales à l'offensive des alternatives radicales au capitalisme.

Entretien réalisé par
Michèle Kiintz





Cerise noire. Lénine avait un dada, peu connu : le dépérissement de l'État. Avec l'affaire du cheval transformé en bœuf pour faire du beurre, il aurait été servi. L'entreprise Spanghero qui a commercialisé de la viande chevaline à la place de la viande 100 % pur bœuf était, selon *Le Canard Enchaîné* rapportant des propos ministériels, « censée faire partie des usines surveillées de façon attentive » par les services vétérinaires et de la répression des fraudes. La confiance en dit long sur la fiabilité et la fréquence des contrôles effectués par l'État dans l'agroalimentaire. Un jour, Robert Bidochon, tout sauf un âne, m'a dit : « *L'État, c'est nous.* » Si nous enfourchions le cheval de la maîtrise collective des circuits de production et de consommation ?

Cerise rouge. Dans l'un des principaux pays d'élevage au monde, il aura fallu plus de 48 h aux services de l'État pour connaître la provenance de la viande des surgelés Findus. Barbaque commandée par la société sous-traitante Comigel à Spanghero, négociée par celle-ci via un trader à Chypre, passant lui-même un ordre au Pays-Bas via un autre trader achetant la bidoche en Roumanie. Dans ces conditions, effectuer les contrôles de garantie d'origine est une performance. « *Il faut améliorer la traçabilité* », ont jabolé des manchots. « *Nous devons faire plus de contrôles* », ont claironné des ministres. Question : avec des circuits courts, combien de temps aurait mis l'État pour le même résultat ? Et de quel côté est l'efficacité ?

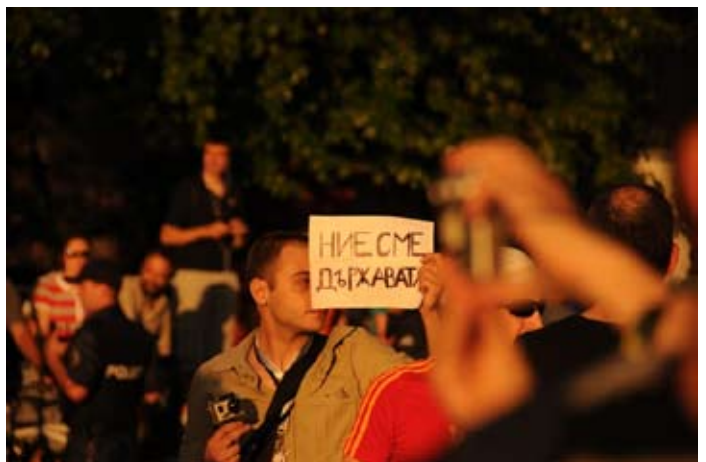
Trois-fruits. Qu'est ce que le Tiers-État ? Dans l'agroalimentaire, des milliers de salariés : cadres, techniciens, qualitatifs, goûteurs..., dans la laiterie, la boucherie, la chocolaterie, la biscuiterie, la poissonnerie... Ils paient les pots cassés des spéculateurs et dirigeants qui tirent sur la corde de la diminution des coûts pour être « compétitifs » et finissent par tromper leur monde. Ils s'échinent à améliorer les procédés, garantir la qualité des produits, économiser l'énergie. Les gains en efficacité qu'ils réalisent, ils n'en profitent pas. Il y a ceux qui créent de la valeur ajoutée et ceux qui la possèdent.

Olive noire. Réactions suite à la publicité (*Cerises n°170*) concernant l'entreprise Vio. Me de Thessalonique, lâchée par les patrons, spécialisée dans les matériaux de construction et d'isolation. Rappelons que les salariés grecs ont décidé de s'auto-organiser pour faire fonctionner leur usine. Bernard-Henri Lévy nous prie notamment d'insérer que la Grèce est le berceau de la démocratie.

Cerise dénoyautée. La France comptait 767 inspecteurs du travail en 2009, chiffre aussi bas, en proportion, qu'il y a cent ans (110 inspecteurs pour 3 millions de salariés en 1910 - 18,3 millions aujourd'hui.) Ce qu'on appelle la puissance publique.

Griotte. Le PS tâte le terrain pour fiscaliser les allocations familiales ou les mettre sous conditions de ressources. À deux questions de l'Union des associations familiales (UNAF) aux candidats à la présidentielle de 2012, François Hollande, répondait : « *Oui, je considère que les allocations familiales n'ont pas à être imposées.* » Puis : « *Je reste très attaché à l'universalité des allocations familiales qui sont aussi un moyen d'élargir la reconnaissance nationale à toute la diversité des formes familiales. Elles ne seront donc pas soumises à conditions de ressources.* » In memoriam.

Cerise mystère.



(a) Photo d'Aleksander Velitchkov (2012).
 (b) Manifestant bulgare d'Occupy Bulgaria.
 (c) « *L'État, c'est nous.* »

Réponses : (a), (b) et (c)

● Philippe Stierlin 

Vers l'éco-communisme

Je n'ai jamais cru à la thèse du retard en matière d'écologie : la gauche n'est pas productiviste parce qu'elle n'aurait pas encore assez réussi sa mue. Les gauches du XVIII^e et XVIII^e siècle étaient beaucoup moins productivistes que la gauche du XXI^e siècle, et même de ce début de XXI^e siècle. Le productivisme de gauche n'est pas une maladie infantile mais la conséquence de choix politiques. **Les progrès du discours sur l'éco-socialisme (ou éco-communisme)** ne doivent pas masquer le fait que la crise économique et sociale actuelle renforce le camp des productivistes, y compris au sein du Front de gauche, avec des textes qui fleurissent bon la techno-science, l'étatisme, une vision ingénieriale du changement politique.

Mon éco-communisme est fondé sur quelques faits têtus.

Nous devons déjà en finir avec la vision de la pauvreté qu'impose le capitalisme. Les pauvres ne sont pas marginaux sur notre planète, ils représentent globalement plus de moitié de l'humanité. Si 7 milliards d'humains étaient représentés par 70 personnes, on compterait 41 Asiatiques, 11 Africains, 7 Européens, 4 Nord-Américains, 5 Latino-Américains, 1 Arabe et 1 Juif et 1 habitant du Pacifique. Si la planète était un village de 100 habitants, 81 habiteraient dans des quartiers pauvres, 48 n'auraient pas accès aux installations sanitaires, 25 seraient sans logement, 16 n'auraient pas accès à l'eau potable, 14 seraient malnutris, 1 seul serait diplômé du supérieur. Non seulement nous devons en finir sérieusement avec l'euro-péano-centrisme (avec l'occidentalo-centrisme), mais nous devons prendre acte que le genre de vie lié au capitalisme productiviste n'est pas mondialisable / universalisable. Non seulement la cour-

se à la croissance folle renforce les inégalités sociales, mais elle détruit la planète. Nous n'avons jamais autant saccagé le monde depuis que nos élites parlent de développement durable, de croissance verte. Entre 2000 et 2009, 334 milliards de tonnes de CO2 sont venus s'ajouter à ce qui constituait déjà une attaque frontale contre le cycle du carbone sur la Terre. On sait que l'objectif du GIEC est de ne pas dépasser une hausse de deux degrés de la température terrestre moyenne au cours du XXI^e siècle, car au-delà nous produirons des phénomènes d'emballlement

Non seulement la course à la croissance folle renforce les inégalités sociales, mais elle détruit la planète. Nous n'avons jamais autant saccagé le monde depuis que nos élites parlent de développement durable, de croissance verte.

climatique non maîtrisables. Nous devons donc rester au-dessous d'une émission de 666 milliards de dioxyde de carbone, soit environ 2 tonnes par humain et par an contre 5 aujourd'hui. Cette moyenne est trompeuse puisqu'un Américain consomme 17 tonnes, un Allemand 10 tonnes, un Français 5,9 tonnes, un Chinois 6,8 tonnes, etc. Les seuls humains qui respectent donc la valeur maximale conseillée vivent donc quasi-exclusivement dans les pays pauvres (Inde : 1,5 tonne en 2010). Au rythme actuel ces "666 milliards apocalyptiques" seront épuisés vers 2028... au lieu de 2100. Un Américain dépasse son budget début février, un Allemand mi-mars, un Français mi-avril. Après cette date, chaque émission supplémentaire s'effectue donc à risque et tout d'abord pour les plus pauvres. Est-ce une raison

pour désespérer ? Sûrement pas car la planète est déjà bien assez riche pour permettre à 7 milliards d'humains de vivre dignement. L'ONU estime qu'il suffirait de mobiliser 40 milliards de dollars pendant 25 ans pour régler le problème de la faim dans le monde, alors que 80 milliards de dollars par an permettraient de régler le problème de la grande pauvreté. Ces montants ●●●



La vie est à nous, film de Jean Renoir en 1936, dont le titre repris par le journal en ligne dont P. Ariès est le directeur.

●●● correspondent à moins de 0,2 % du PIB mondial soit l'équivalent d'une journée de travail mondial.

Oui, l'éco-communisme est fondé sur une bonne nouvelle ! Une bonne nouvelle qui ne peut devenir réalité que si nous changeons notre vision de la pauvreté, que si nous cessons de la définir uniquement par du négatif (c'est-à-dire par un «manque» économique, social, culturel..., manque par rapport à une norme totalement insoutenable écologiquement), que si nous acceptons de nous défaire de la vision capitaliste des pauvres pour accueillir une vision positive des milieux populaires, de leurs façons de vivre ; une bonne nouvelle qui ne peut devenir réalité que si nous changeons aussi notre vision de l'écologie, pas seulement en passant d'une écologie punitive à une écologie de la jouissance (cf *Le socialisme gourmand*) mais en passant d'une écologie des riches à une écologie des pauvres. Rien n'est plus faux que de croire qu'il faudrait un certain pouvoir d'achat pour commencer à s'intéresser à l'écologie (vision capitaliste et petite bourgeoise). Les pauvres font aussi de l'écologie à leur manière. L'essentiel des cadeaux conceptuels pour penser un socialisme du *buen-vivre* vient d'ailleurs des pays du Sud et des plus pauvres de leurs citoyens.

Oui, les modes de vie des milieux populaires parce qu'ils sont plus partageux, plus coopératifs, plus ralentis, plus relocalisés constituent des formes proto-écocommunistes.



● **Paul Ariès**

Directeur de *La vie est à nous ! Ile sarkophage* et de la revue trimestrielle *les Z'indigné (e)s*, auteur de *Le socialisme gourmand* (La Découverte, 224 p., 15 €)

Τυροπιτάκια

La campagne encercle les villes

Depuis le début du mois de février, les agriculteurs ont rassemblé leurs tracteurs à l'entrée des villes ; ils bloquent ponctuellement les accès aux villes ou aux autoroutes. La ville de Larissa, sur l'axe Athènes-Thessalonique, est l'épicentre de cette mobilisation.

Leurs revendications : une meilleure rémunération, la baisse des taux de prêts pour le renouvellement du matériel agricole, du prix du carburant et des produits phytosanitaires. Leur objectif est la sauvegarde des petites exploitations.

Les paysans se relaient jour et nuit. Pour certains, c'est l'ultime bataille ; leur désespoir est pesant et ils le traînent avec eux : « À tout moment, la banque ou la coopérative peuvent me convoquer et me dire : « *Costa, c'est fini !* »

Les agriculteurs sont contents de voir une Française parmi eux et m'interrogent : « *Est-ce que les paysans français savent ce que nous faisons ? Est-ce que les Français sont solidaires de notre lutte ?* »



● **Nicole Dumitriu-Boitte**

Bienenstich

“AA” : jeunes, dynamiques, chômeurs

La campagne bien entamée pour l'élection au Bundestag et donc du futur chancelier (ou de la) connaît une forte personnalisation, tout ce qui touche une tête d'affiche est largement exploité. Ce que *Freitag*, journal déjà cité ici, relie au manque réel de contenus politiques, d'alternatives.

Après les échecs électoraux de la CDU dans 3 Länder, voilà Angela Merkel confrontée au scandale créé par la ministre de l'Éducation et de la Recherche, “démissionnée” et remplacée. Dans son discours à la fois d'adieu et d'intronisation, la chancelière a évoqué la crise en Europe et certains voisins dans le rouge tandis que l'Allemagne se maintient, et investit dans l'Éducation et la Recherche.

Aura-t-elle convaincu les nombreux jeunes diplômés qui ne trouvent pas d'emploi (1), si ce n'est précaire ? Ainsi cette jeune femme de Hambourg, recrutée en fin d'études à mi-temps par son établissement supérieur pour un travail d'une fois et demie le temps plein, a vu les postes fixes y être réduits de moitié en un an. Depuis, en *free-lance* ainsi que son compagnon, avec une petite fille, elle cherche désespérément un emploi stable et plus rémunérateur.



● **Michèle Kiintz**

(1) AA : *Arbeitslose Akademiker*

Images de la semaine**Blocus à l'entrée
des villes grecques. →**

Sur la banderole du syndicat paysan de Naousa :
"Ouvriers, Paysans, Travailleurs indépendants,
Construisons l'alliance populaire".



● **"Priorités" territoriales dans l'austérité.** « 1 000 quartiers "aidés" au lieu de 2 500, 2 emplois par quartier (2 000 en tout)... Parmi des "priorités" dans un cadre d'austérité, est-ce ainsi que se règlent les inégalités qui plombent les quartiers populaires ? À suivre de très près... », écrit Jean Brafman en commentaire des annonces du gouvernement sur les "aides" aux quartiers populaires. Il n'est pas dit si le choix des quartiers s'est fait par tirage au sort au nom de la "démocratie".

● **Un sympathique chimpanzé ne fait pas l'homme.** Dans une tribune de *L'Humanité* du 21/2/2013, Lucien Sève réagit à "l'hominisation" du chimpanzé visant à un brouillage réducteur des frontières entre l'animal et l'homme. La primatologie se voit relayée par le dernier Disney. "Chimpanzés, les grands singes, l'homme et le capitalisme", à lire le 22 février sur humanite.fr

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART



Initié par l'Association des communistes unitaires, le séminaire Communisme a pour objet d'être un espace de travail et de débat entre des femmes et des hommes désireux de penser et de faire vivre le communisme du 21^{ème} siècle, et un lieu ouvert à ceux qui souhaitent dialoguer avec eux.

Le séminaire a pris son envol le 2 février. Les introductions de Laurent Lévy et de Nicole Edith Thévenin ont été suivies d'une bonne quinzaine d'interventions. Des actes de cette première rencontre sont en cours de préparation.

Le programme des prochaines séances se précise, tout en laissant la possibilité de le modifier et de l'enrichir en fonction du cheminement collectif. Huit grands thèmes sont identifiés :

- ◆ *"Qu'est-ce que l'aliénation ? Comment s'émanciper ?"*
- ◆ *"Où est le pouvoir ? Que faire de l'Etat ?"*
- ◆ *"Angles morts et leçons du communisme"*,
- ◆ *"Combat anthropologique"*, séance consacrée notamment à la fécondation du communisme par l'écologie,
- ◆ *"Déjà-là du communisme, dépassement, révolution, utopie"*, intégrant le débat "socialisme ou communisme ?"
- ◆ *"Individu, sujet, collectif, rapports sociaux ?"*,
- ◆ *"Valeur, activités humaines, travail, hors-travail"*
- ◆ *"Désir d'agir ? Avec qui et comment ?"*

Deuxième journée à Paris

Trois séquences le samedi 30 mars de 9h45 à 18h

à l'AGECA, 177 rue de Charonne - 75011 Paris
métro : Alexandre Dumas (ligne 12) ou Charonne (ligne 9)

9 h 45 *"Qu'est-ce que l'aliénation ?
Comment s'émanciper ?"*

13 h 45 **Théâtre : L'héritage
de et avec Laurent Eyraud**

Au Villard, depuis la mort du vieil agriculteur Joseph Barbayer, tout le monde est en effervescence, à commencer par le conseil municipal. Il y a de quoi : Joseph a légué tout son patrimoine à la commune, à la condition d'y instaurer le communisme...

L'héritage, conte humain, repose à sa manière la question des chemins d'émancipation. Peut-on transformer la réalité ? Comment réinventer le vivre ensemble ? Quelle place pour la transmission et l'engagement dans nos vies ?

La pièce sera suivie d'une rencontre avec l'auteur et interprète.

16 h *"Où est le pouvoir ?
Que faire de l'Etat ?"*

Le 30 mars seront traités les deux premiers thèmes et le 25 mai les deux suivants.

Parmi les sujets à approfondir, souvent en prolongement des thèmes énoncés ci-dessus, citons : *"Qui sont les révolutionnaires d'aujourd'hui ?" - Quelle appropriation sociale et comment ? - La question nationale et raciale ? - Les nouveaux champs à investir par le communisme (Communisme 2.0, consommation...) - Que faire des pensées de Foucault, Bourdieu, Guattari ? etc...*

A Aubagne, Montluçon et Lorient, de nouvelles séances sont aussi programmées. Cela ne risque-t-il pas de donner des idées à d'autres encore... ?

Sur tous les sujets, il est fait appel à contribution en amont des séances. Pour suivre l'actu du séminaire, tout est sur le site :

www.comunistesunitaires.net

Prochaine séance à Aubagne

La prochaine séance aura lieu le **5 mars** sur le thème :

"Communisme et libertés"

avec la participation de Roger Martelli, auteur de *Pour en finir avec le totalitarisme* (éditions La ville brûle) et Laurent Lévy, auteur de *Politique Hors-champ - Contribution à une critique communiste de la politique* (éditions Kimé).

Prochaine séance à Montluçon

La prochaine séance aura lieu le **28 mars** sur le thème :

"S'émanciper du capitalisme et changer la société : l'homme peut-il prendre son destin en mains ?"

avec Bernard Vasseur, philosophe, et Pierre Zarka, animateur de l'ACU et militant de la FASE.

Une autre séance aura lieu le **30 mai** sur le thème :

"Porosité UMP - FN et crise de la politique"

avec Edwy Plenel, directeur de Médiapart et Bernard Calabuig, animateurs de l'ACU et militant de la FASE.

Nouvelle séance à Lorient

La prochaine séance aura lieu le **13 avril** sur le thème :

"La notion de crise et le potentiel de dépassement du fatalisme ambiant"

avec Jan Spurk, sociologue,
auteur d'*Avenirs Possibles* (Editions Parangon)

Les séances seront enregistrées et filmées. Une participation aux frais d'organisation du séminaire (location des salles, publication...) sera possible sur place.